



CIPRA
VIVRE DANS
LES ALPES



ARSMB
Association pour le Respect du Site du Mont Blanc



FRAPNA
Savoie



FRAPNA



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT
MEMBRE



CC
Communauté de Communes



Les Amis de la
Confédération
Paysanne



VIVRE EN
TARENTOISE



Vivre et
Agir en Maurienne

Environn'MontBlanc



Les Amis
de la Terre

POLLUTION DE L'AIR DANS LES VALLÉES ALPINES LIEES AUX TRANSPORTS : LES SOLUTIONS SONT CONNUES, IL FAUT MAINTENANT LES METTRE EN OEUVRE

FEVRIER 2017

Les 12 ONG signataires, locales, régionales, nationales regroupent plus d'un million d'adhérents et plusieurs millions de sympathisants. Elles travaillent depuis plusieurs décennies sur la protection des Alpes et de leurs habitants, avec constance, abnégation, pragmatisme. Leurs propositions pour réduire la pollution de l'air liée aux transports s'appuient sur une analyse pragmatisme, des expérimentations concrètes, des échanges de bonnes pratiques au plan alpin et européen.

Le constat à rappeler : 4 grandes sources de pollution pour 4 enjeux de mobilité

<i>Au delà des discours ambiants voulant minimiser le rôle des transports dans la pollution de l'air, les ONG affirment que le transport est un secteur majeur sur lequel nous pouvons agir vite et efficacement.</i>		<i>Part du trafic dans la pollution globale liée aux transports (*)</i>
Pollution du fait du TRANSPORT DE MARCHANDISES par la route	1- Le transport international transalpin via Mont Blanc, Fréjus et cols	13% environ des émissions de CO2
	2- Le transport local/régional desservant les villes et les stations	18% environ des émissions de CO2
Pollution du fait du TRANSPORT DE PERSONNES par la route	3- Les transports quotidiens des habitants rhônalpins (transport domicile-travail, transport urbain, loisirs...)	68% environ des émissions de CO2
	4- Le transport de touristes et excursionnistes accédant aux sites touristiques alpins.	

(*) chiffres calculés par nos soins, sur le trafic Chambéry-Fréjus à défaut de statistiques qui auraient du figurer pour le moins dans le PLQA de Chambéry Métropole et/ou le Plan Climat de la Savoie et/ou le SRCEA... Une évaluation plus précise, notamment des particules fines, reste à établir pour l'ensemble de l'arc alpin français, territoire par territoire.

En matière de transport de marchandises, pour réduire la pollution et ses conséquences sur la santé des habitants et sur l'environnement, des actions, souhaitées par les ONG depuis de nombreuses années, peuvent être engagées par la Région et par l'Etat, dès 2017, à cout modeste, et notamment :

- **Le développement de l'Autoroute Ferroviaire Alpine à partir d'Ambérieu en Bugey et Dijon :** les infrastructures existent et peuvent être facilement mises en conformité. La voie, mise au gabarit GB1 le permet immédiatement. Tous les acteurs responsables, souhaitant réellement agir à court terme, le reconnaissent et privilégient ces sites (à celui de Grenay franchement inadapté).
- La fermeture progressive partielle ou totale des axes de passage transalpins (comme en Suisse)
- La mise en place d'une Bourse de Transit Alpin (internationale et régionale)
- ...

Pour une politique publique efficace et pertinente, les ONG recommandent d'agir sur un maximum de leviers et de mesures complémentaires qui ont déjà fait leur preuve dans le cadre de politiques ou d'expérimentations vérifiées. Aujourd'hui, seule une politique globale et ambitieuse des transports aura des effets. Après tant d'années de discours dont la seule finalité est de reporter l'action, il faut agir vite. La santé publique l'impose.

En résumé, les principales propositions des 12 ONG signataires sont listées page suivante et déclinées en détail dans les annexes.

Ensemble des propositions formulées par les 12 ONG (décembre 2016)

1- Propositions concernant le transport international transalpin de marchandises

- 1.1. Limitation des camions selon le type de carburation et leur niveau de pollution.
- 1.2. Réduction des vitesses (temporaires ou permanentes)
- 1.3. Fermeture progressive partielle ou totale des axes de passage transalpins

- 1.4. Développement urgent de l'Autoroute Ferroviaire Alpine (AFA)
 - Amélioration de la qualité de service à Aiton
 - Création d'une plateforme de chargement dans les environs d'Ambérieu en Bugey
 - Développement accéléré du site industriel et tri-modal INSPIRA
 - Etude d'opportunité d'une plateforme de chargement vers Valence
 - Création d'une plateforme de chargement dans les environs de Dijon
 - Mise en sécurité et réduction des nuisances le long du lac du Bourget et dans les agglomérations

- 1.5. Démarches concertées avec la Région PACA et l'Espagne pour éviter le détournement des camions sur les cols des Alpes du Sud et la Côte d'Azur.
- 1.6. Création d'un opérateur public de transport pour optimiser l'AFA de Dijon à Orbassano
- 1.7. Bourse de Transit Alpin des marchandises et optimisation des remplissages de camions
- 1.8. Engagement d'une réelle politique de relocalisation de l'économie.

2- Propositions concernant le transport local/régional de marchandises

- 2.1 Extension de la Bourse de Transit Alpine (BTA) de marchandises aux transports régionaux
- 2.2 Promotion des carburations plus propres (GNV, électrique, hydrogène...) pour les flottes régionales d'entreprises
- 2.3 Encouragement des collectivités à favoriser le dernier kilomètre avec des modes les plus respectueux de l'environnement et des plateformes de transfert modal en périphérie
- 2.4 Encouragement des entreprises régionales à utiliser le transport ferré et réhabilitation des lignes ferrées sur les Zones d'Activité Economique
- 2.5 Création d'un opérateur public de transport régional de marchandises (voir 1.6)
- 2.6 Création d'un Schéma Régional de transport des marchandises

3- Propositions concernant le transport local de personnes (domicile travail, transport interurbain local,

- 3.1 Développement quantitatif et qualitatif de l'offre TER
- 3.2 Accompagnement des collectivités locales à engager des politiques volontaristes et radicales en matière de transports locaux.

4- Propositions concernant le transport d'accès des touristes aux sites alpins

- 4.1 Révolutionner le transport touristique d'accès en combinant le TGV et les trains de nuit pour l'accès jusque dans le sillon alpin puis le car pour l'accès final aux stations
- 4.2 Organiser les excursions du ski à la journée par car et/ou par covoiturage optimisé de manière systématique
- 4.3 Supprimer l'usage touristique des aéroports du sillon alpin (Annecy, Chambéry, Grenoble)
- 4.4 Encourager les pratiques sportives et de découverte sans voiture. (déjà 15 000 itinéraires sportifs accessibles en transports en commun)
- 4.5 Former les acteurs du tourisme en montagne.
- 4.6 Conditionner les aides publiques bénéficiant aux territoires touristiques à leurs politiques en matière de transport

En annexe à ce document

- **Coordonnées des associations signataires** p 3
- **Propositions détaillées concernant la réduction de la pollution liée :**
 - **au transport international de marchandises** p 4
 - **au transport local/régional de marchandises** p 11
 - **au transport de personnes et à l'accès des stations alpines par les touristes** p 13

Contacts : Alain Boulogne : 06 87 71 90 56 - Marc Pascal : 06 08 83 52 69



Coordonnées par ordre alphabétique

Association pour le Respect du Site du Mont Blanc (ARSMB)	Maison de la Montagne Place de l'Eglise 74400 CHAMONIX
Challes Terres Citoyennes	chez Nicole GIRARD 61 rue des Fleurs 73190 CHALLES LES EAUX
CIPRA France	MNEI 5 place Bir Hakeim 38000 GRENOBLE
Environn'Mont-Blanc	40 chemin du Pierrier de la Croix 74310 LES HOUCHES
FRAPNA Union Fédérale - FNE	77 rue Jean-Claude Vivant 69100 VILLEURBANNE
FRAPNA Savoie	26 Passage Sébastien Charléty 73000 CHAMBERY
Les Amis de la Confédération Paysanne	rue du Terraillet 73000 St-Baldoph
Les Amis de la Terre Savoie	31 bis rue Jacotot 73100 AIX LES BAINS
Moutain Wilderness	MNEI 5 place Bir Hakeim 38000 GRENOBLE
Vivre et Agir en Maurienne (VAM)	c/o Annie Collombet Villabernon 73140 ST MICHEL DE MAURIENNE
Vivre en Tarentaise	Le Villard d'Amont 73210 LANDRY



CIPRA
VIVRE DANS
LES ALPES



VIVRE EN
TARENTOISE



Environn'MontBlanc



A- Propositions concernant la réduction de la pollution liée au TRANSPORT DE MARCHANDISES.

1- Propositions concernant le transport international transalpin de marchandises

1.1. Limitation des camions selon le type de carburateur et leur niveau de pollution.

Il est possible d'interdire localement ou régionalement le passage des Euro 1, Euro 2, Euro 3 ... à certains endroits. On rappelle qu'un camion Euro 1 est 35 fois plus polluant qu'un Euro 5 et un camion Euro 3 l'est 10 fois plus....

Les camions disposant d'une carburateur au Gaz Naturel pour Véhicule sont peu courants en France (mais beaucoup plus en Italie ou dans d'autres pays). Cette carburateur, technologiquement au point, est moins bruyante, extrêmement moins polluante sur le plan des particules (mais peu différente d'une carburateur diesel sur le plan des GES). Favoriser ces camions sur les axes internationaux permettrait d'encourager le développement de leur flotte par les entreprises de logistique. Mais il est évident que cette action ne peut suffire et qu'elle doit être intégrée à un ensemble de mesures ambitieuses.

Une politique tarifaire et réglementaire des tunnels en fonction des niveaux de pollution serait contraignante et permettrait d'avoir des résultats. La politique de la Suisse qui a mis en place une taxe (la RPLP) assise sur le PTAC et le niveau de pollution l'a ainsi démontré.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat :

- Ils peuvent être chef de file, sur le sujet, d'une réflexion nationale voire transfrontalière, en valorisant ses partenariats avec notre voisin suisse. Ce faisant, ils s'inscrivent dans une action internationale d'application de la COP 21.
- Ils peuvent accompagner les collectivités territoriales (communes, départements)
- Ils peuvent négocier avec les concessionnaires de grosses infrastructures (autoroutes, tunnels) afin d'imposer une politique tarifaire et réglementaire qui soit réellement contraignante.
- L'Etat peut réglementaire l'interdiction de certains camions dans les agglomérations
- La Région peut préparer un modèle d'arrêté municipal interdisant certains types de camions (au risque que l'Etat en récuse le contrôle légal.... mais au moins, les élus locaux auront pris leur responsabilité et celle de l'Etat n'en sera que plus engagée).

1.2. Réduction des vitesses (temporaires ou permanentes)

Cette action est probablement la plus simple. Elle présente un rendement coût/efficacité intéressant (mais insuffisant) notamment pour les plus petits véhicules. Pour les poids lourds, la vitesse et la pente complexifient la mesure dont la pertinence doit être étudiée, au cas par cas de chaque territoire et même section de voirie.

Il est important de ne pas attendre le déclenchement des seuils d'alerte à la pollution pour réduire la vitesse des camions et des voitures.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat :

- L'Etat peut imposer une limitation plus stricte des vitesses
- La Région peut animer un cercle de collectivités engagées sur ce type d'action et en diffuser les bonnes pratiques.
- La Région peut inciter l'Etat à opérer des contrôles de vitesse renforcés et drastiques y compris sur les réductions temporaires de vitesse (actuellement totalement insuffisants sur les axes Arve et Maurienne). Elle peut également co-investir dans un réseau renforcé de radars mobiles avec les collectivités locales et l'Etat.

1.3. Fermeture progressive partielle ou totale des axes de passage transalpins

La Suisse limite la fréquentation des camions de plus de 3,5 t en les interdisant la nuit, tous les week-ends, les jours fériés et en les taxant. Par ailleurs, nous avons tous observé les conséquences positives :

- de la fermeture totale du tunnel du Chat aux camions sur la fréquentation de l'axe sensible entre Le Bourget et Ambérieu en Bugey.
- de la fermeture totale à la circulation des poids lourds sur certains axes alpins comme le col du Lautaret (y compris avant l'éboulement du Chambon), ou le Col du Montgenèvre (sur PACA)

Ces différents exemples montrent que des solutions radicales peuvent être pertinentes et qu'elles n'ont pas à être exclues à priori.

La fermeture partielle (la nuit, tous les jours fériés, les samedis et dimanche, etc.) permet de procéder par pallier. **L'interdiction de circuler la nuit est d'autant plus pertinente, que l'inversion de température nocturne dans les vallées, une grande partie de l'année, y aggrave la pollution.** Voir l'expérience de la vallée de l'Inn en Autriche qui a imposé cette interdiction la nuit.

La fermeture totale de la circulation des camions de transport international sur les cols alpins et dans les tunnels est une démarche radicale qui permettra de provoquer un réel bon salubre dans deux domaines :

- C'est le moyen le plus fort pour forcer le développement des Autoroutes Ferroviaires (pas uniquement alpine...) et des Autoroutes de la Mer. L'urgence de la situation nous y conduira nécessairement.
- C'est également un des moyens les plus sûrs d'accroître la sécurité dans les tunnels routiers qui seraient ainsi réservés aux voitures légères, VUL, et transit local de marchandise. Le problème majeur de la sécurité dans les tunnels, ce sont les camions et les matières qu'ils transportent dont la quantité et, souvent, la nature sont des enjeux lourds en cas d'incendie. Ce faisant, l'Etat et le concessionnaire du tunnel du Fréjus pourraient réaffecter la nouvelle galerie en construction à la sécurité au lieu de la mettre en circulation, conformément à l'enquête publique initiale qu'ils se sont permis de trahir¹

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat :

- L'Etat peut imposer une limitation des camions, la nuit, les jours fériés, les samedis et dimanches.
- La Région peut prendre le leadership d'une stratégie régionale de limitation des camions la nuit, les jours fériés, les samedis et les dimanches.

¹ Nous vous rappelons que cette préoccupation est un point de vigilance de nos associations depuis l'ouverture de l'enquête publique.

- La Région peut créer un Schéma des axes internationaux interdits aux camions et soutenir les collectivités locales imposant des interdictions totales ou partielles. Pour les encourager, la Région pourra proposer des financements et de l'assistance juridique gratuite pour formuler les arrêtés municipaux interdisant ou limitant les camions. Son action doit permettre d'harmoniser les décisions prises par les collectivités.

Il est clair qu'une telle stratégie de limitation des camions n'est possible qu'à deux conditions :

- proposer d'autres modes de transport, notamment ferroviaires (cf. ci après le chapitre sur le développement de l'Autoroute Ferroviaire Alpine)
- éviter par tous les moyens, le report des camions sur d'autres axes qui seraient alors asphyxiés plus encore (cf. ci après le chapitre sur les démarches concertées).

1.4. Développement urgent de l'Autoroute Ferroviaire Alpine (AFA)

Avec 4 Allers retours par jour, l'infrastructure actuelle de l'AFA, entre Aiton et Orbassano, n'a pas évolué depuis le lancement de l'expérimentation, il y a plus de 10 ans. En 2001, les Etats s'étaient pourtant entendus pour fixer les objectifs de l'expérimentation de 20 à 30 trains par jour et par sens. Nous en sommes loin alors que nous pourrions même faire mieux compte tenu des capacités de la ligne existante mise en conformité du gabarit GB1 depuis 2010. Nous rappelons que cette ligne est utilisée à moins de 20 % de sa capacité.

Ce manque total d'ambition de l'AFA est le résultat d'une entropie institutionnelle qui a eu comme conséquence de jeter un discrédit sur les performances de la ligne existante.

Afin d'être pragmatique, opérationnelle et afin de répondre aux urgences de santé publique, l'Autoroute Ferroviaire Alpine doit être relancée vivement et étendue. Les axes majeurs de ce développement pourraient être les suivants. Nous ne souhaitons pas intervenir dans la proposition de technologies particulières, débat que nous laissons aux professionnels du transport ferré. Mais nous implorons la Région afin qu'elle pèse dans les débats et récuse, à nos cotés, les pseudo arguments technologiques ou géographiques ou juridiques qui retardent perpétuellement le développement de l'AFA. Sur le plan technologique, nos voisins suisses et autrichiens ont une expérience dans le domaine qui est suffisante pour couper court à tout débat interminable.

- **Amélioration de la qualité de service à Aiton** : la promotion du dispositif et le système de réservation doivent être améliorés afin de sortir d'une quasi confidentialité de l'infrastructure

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat:

- Auditer le fonctionnement de la plateforme d'Aiton, inciter ses opérateurs à faire évoluer rapidement le service (incitation financière et/ou réglementaire au titre de sa compétence d'autorité organisatrice/régulatrice des transports de marchandises)
 - Intégrer la plateforme d'Aiton dans un « Service Régional public de transport transalpin de marchandise » à construire (voir ci après)
- **Création d'une plateforme de chargement dans les environs d'Ambérieu en Bugey** (ce renforcement de l'infrastructure existante est préconisé par le rapport du Conseil Général des Ponts en 2006, ainsi que par la FNAUT dès 1999²). A ce jour, c'est le seul site à l'Est de Lyon qui présente une réelle faisabilité à court terme. En effet, l'infrastructure à Ambérieu ne chargerait pas le trafic de Lyon Part Dieu, très congestionné. La disponibilité de surfaces, d'aires de manoeuvre et d'infrastructures ferroviaires ainsi que les facilités d'accès sont d'autres facteurs favorables majeurs. De plus, le site d'Ambérieu, au nord du Parc industriel de la Plaine de l'Ain (PIPA) est quasi à égale distance des A40 au nord (accès TMB) et A43 au sud (accès au Fréjus)

² FNAUT info N°71 – février 1999.

qui sont reliés par les A42 +A 432 via l'Espace de la DTA³ de l'Aire métropolitaine de Lyon dit « Espace interdépartemental Saint Exupéry ».

Pour mémoire, Ambérieu est au carrefour de 2 Corridors (2 et 6) fret Européen (<http://www.rne.eu/rfc-corridors>).

Tous ces facteurs sont, par contre, particulièrement limitant ou rédhitoires pour le site de Grenay qui ne pourra pas être efficient avant le long terme.

Nous rappelons, en effet, que, depuis le site de Grenay, les convois doivent prendre la branche ferroviaire Saint-André-le-Gaz ⇔ Chambéry. Cette ligne historique Lyon ⇔ Chambéry/Grenoble est une des fameuses 11 lignes ferroviaires nationales déclarées malades par Guillaume Pépy en Janvier 2011. Elle le reste aujourd'hui⁴. **Elle n'est pas au gabarit GB1 et de plus la branche St André le Gaz ⇔ Chambéry est à voie unique avec des TER et TGV qui ont beaucoup de mal à se croiser** (ce qui a occasionné un rallongement notoire du trajet Lyon/Chambéry en 2015...provoquant certainement un report modal du train sur la voiture..).

Un chargement près d'Ambérieu rallonge l'AFA de 125 km et peut être opérationnel avant la fin 2017 pour un coût raisonnable, si une priorité lui est donnée.

Pour nous, développer une plateforme de l'AFA sur Ambérieu dans les meilleurs délais est gage d'une démarche volontariste du transfert modal de la route vers le rail. Elle devra être accompagnée par des mesures économiques et fiscales pour assurer son succès.

Par contre, nous considérons que le retardement du développement effectif de l'AFA, alors que des solutions sont à portée de main, rend les responsables du transport de marchandise comptables d'une réelle mise en danger des populations.

Nous rappelons que, du fait de la libéralisation du fret marchandise, les autorités peuvent s'appuyer sur d'autres transporteurs que la SNCF Fret, si nécessaire. Il n'est pas forcément utile de procéder à un appel d'offre public pour l'exploitation de la ligne qui tombe sous le coup des règles de concurrence classique entre opérateurs privés.

Pour accélérer la mise en place d'une infrastructure et d'un ou plusieurs transporteurs ferroviaires, une intervention forte de la Région est nécessaire et enclenchera sûrement la mobilisation de moyens financiers comme annoncé par M. Wauquiez ce mois de Décembre. Pour financer cette plateforme et inciter à son exploitation, la règle des minimis liée à la réglementation européenne en matière de subvention devrait pouvoir être levée, prétextant l'urgence en matière de santé publique. On rappelle qu'à ce titre, la Commission a donné, en son temps, l'autorisation aux Etats de subventionner avec force la plateforme d'Aiton et son exploitation. Ce financement exceptionnel serait d'autant plus facilement accepté qu'il préparerait un service pérenne de transport ferré, sérieux, de grande ampleur, significatif.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat:

- Investir rapidement dans la plateforme près d'Ambérieu (maîtrise foncière des sites industriels existants à réhabiliter, adaptation des quais existants, voies d'accès...). A noter que plusieurs sites sont potentiellement disponibles et présentent des avantages divers (dont le site PIPA qui dispose d'une voie ferrée raccordée sur la ligne ferroviaire Lyon-Ambérieu)
- Accompagner la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain et particulièrement la ville d'Ambérieu, dans l'amélioration de leur plan de circulation et la réduction des nuisances occasionnées par le trafic des camions pour les riverains et les collectivités.
- Accompagner la SNCF et les collectivités dans la formation professionnelle continue des agents impliqués par cette relance du fret (chauffeurs de camions, conducteurs de train, opérateurs de la plateforme, habitants d'Ambérieu susceptibles de profiter des créations d'emplois...)
- Faire la promotion de la plateforme auprès des transporteurs

³ Décret no 2007-45 du 9 janvier 2007 portant approbation de la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise + arrêté du 25/03/15 de modification sur l'Espace interdépartemental Saint-Exupéry

⁴ Voir blog de l'ADUT : <http://adut.blog.20minutes.fr/>

- Associer la branche des transporteurs routiers dans le cadre des Contrats d'Objectifs de filière voire des Pôles de compétitivité concernant les transports (dont elle a la compétence)
 - Mettre en place au niveau de l'Etat une politique économique et fiscale incitative voire contraignante en faveur du report modal de la route vers le rail.
- ***Développement accéléré du site industriel et tri-modal INSPIRA (Salaise sur Sanne)***
Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes :
- Faire de ce site l'hinterland du Port de Marseille/Fos pour la Région AURA
 - Permettre le développement du transport combiné (conteneurs sur wagons ou sur barges)
- ***Etude d'opportunité d'une plateforme de chargement vers Valence*** pour capter les flux venant du Sud (en rapport avec l'intérêt du site trimodal INSPIRA)
Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes :
- Identifier le site, vérifier les conditions de faisabilité de l'AFA entre Valence et Aiton (difficulté de traversée à Grenoble avec le pont ferroviaire ?)
- ***Création d'une plateforme de chargement dans les environs de Dijon*** rallongeant l'AFA de 300 km par rapport à sa distance actuelle (également préconisée par le rapport du Conseil Général des Ponts en 2006), La Région Bourgogne Franche Comté et la Préfecture de Région ont tout lieu de voir cette initiative de manière favorable vu leur politique réelle favorisant le transport ferré. Cette action permettra de développer des emplois sur le dijonnais. Une plateforme existe déjà exploitée par Naviland-Cargo à Perrigny les Dijon, au sud de l'agglomération du Grand Dijon, connectée aux voies Sud, Nord, Est et Sud Est (Dijon-Modane)⁵

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat :

- Associer très rapidement la région Bourgogne Franche Comté (Préfecture et Conseil Régional) pour allonger l'AFA au nord de Rhône Alpes. Nous vous informons que nos associations ont pris l'attache de ces autorités pour renforcer leurs contacts dès le mois de janvier 2017
 - Etudier dans les plus brefs délais, les possibilités de chargement/déchargement au sud de Dijon.
 - Engager des négociations entre l'Etat, l'Europe et les 2 régions afin de trouver les moyens techniques et financiers nécessaires à la mise en place de cette plateforme et du rallongement de l'AFA (voir ci après, travaux et coûts à prévoir pour la traversée de certaines agglomérations, mise en sécurité et entretien des parties sensibles de l'itinéraire...)
- ***Mise en sécurité et réduction des nuisances le long du lac du Bourget et dans les agglomérations*** de Bourg en Bresse, Culoz, Aix les Bains, Chambéry, Montmélian, Grenoble (entre autres collectivités impactées qu'il convient de mieux inventorier⁶). A noter que ces espaces naturels et urbains sont aujourd'hui totalement impactés par les transports de camions (pollution effective, pollution potentielle en cas d'accident). Le seul fait de mettre les camions sur les trains les soulagera positivement et réduira considérablement les risques auxquels ils sont aujourd'hui exposés. Nous insistons pour dire qu'en aucun cas, ces

⁵ Il s'agit d'un terminal rail-route d'une surface de 2 ha, possédant 1050 m de voies ferrées et constitué d'une cour à grue et d'une cour à portique. Le terminal est accessible pour les clients depuis l'A311 (sortie Terminal Rail-Route). L'agence NAVILAND CARGO de Gevrey est certifiée ISO 9001 et ISO 14001. Destinations actuelles : Anvers, Marseille-Fos, Zeebrugge, Le Havre. Une adaptation /diversification pourrait permettre de charger des camions ou remorques seules en direction de Turin. <http://www.naviland-cargo.com/implantations/gevrey> +33 (0) 4.72.21.51.58

⁶ Grand Dijon, espace naturel des Dombes, St Jean et St Michel de Maurienne, ...etc.

aménagements nécessaires ne peuvent justifier un retard du ferroutage sauf à prendre le risque de mise en danger de la vie d'autrui...en utilisant un argument peu solide et en encourageant la poursuite du tout routier et des infrastructures qui vont avec, au premier rang desquels le contournement autoroutier de Chambéry.

Il convient, en plus, de renforcer les protections contre le bruit pour les riverains, de moderniser et sécuriser les aiguillages, les voies de transit et la vacuité des lignes, d'étudier la pertinence de zones de rétention des produits libérés en cas d'accident près des zones humides (et principalement sur les zones sensibles comme les passages à niveau...)⁷; de garantir une suffisance des aires de stockage de trains de marchandises (en cas de congestion des sillons), de garantir une priorité des transports de personnes sur le transport de marchandises pour ne pas affecter les transports quotidiens et touristiques.

Actions possibles de la Région Rhône Alpes et de l'Etat :

- La Région et l'Etat peuvent prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires (en mobilisant notamment des fonds européens, ou encore dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région à réviser rapidement pour le redéployer en fonction des urgences). Cette politique d'aménagement doit être concertée avec les territoires traversés trouvant une amélioration de leur qualité de vie.
- La Région et l'Etat peuvent communiquer fortement auprès de la population et des agglomérations pour expliquer que le seul fait de mettre les camions sur les trains entraînera, de facto, une diminution des risques qui les concernent.

1.5. Démarches concertées avec la Région PACA et l'Espagne pour éviter le détournement des camions sur les cols des Alpes du Sud et la Côte d'Azur.

Il est important que les actions engagées sur Auvergne Rhône Alpes ne génèrent pas un détournement des camions sur d'autres axes de franchissement des Alpes et des congestions à d'autres endroits.

Actions possibles de la Région Rhône Alpes et de l'Etat :

- Dans le cadre de l'association des « 4 moteurs » (réseau des 4 régions les plus riches d'Europe que Auvergne Rhône Alpes est fière d'animer, avec la Lombardie italienne et la Catalogne toutes deux concernées par les flux de marchandises) et en associant la région PACA (au titre, notamment, du Schéma interrégional de Massif), lancer une action pour promouvoir l'Autoroute de la Mer en Méditerranée (entre Barcelone et Gènes ou Trieste ?) afin de soulager le passage de Vintimille. Nous proposons d'associer 4 autres régions à cette dynamique car directement concernées: Vallée d'Aoste, Piémont et Ligurie en Italie ainsi que la Région Occitanie en France.
- Engager une concertation étroite avec PACA et les départements 05-04-06 pour adapter la réglementation du passage des cols et tunnel des Alpes du Sud aux décisions prises sur les cols et tunnel des Alpes du Nord (en fonction des décisions prises relatives aux points 1.1-1.2-1.3 ci dessus)

1.6. Création d'un opérateur public de transport de marchandise pour gérer et optimiser l'AFA de Dijon à Orbassano

Cet opérateur peut associer la région Bourgogne Franche Comté. Sa fonction permettrait de disposer de tout le poids de la collectivité pour réguler le service et promouvoir le transport ferré... en profitant de la libéralisation du secteur du transport de marchandises.

⁷ La ligne en rive droite du Rhône au Sud de Lyon présente les mêmes types d'enjeux urbains et écologiques. Il est nécessaire de tirer partie de son expérience positive.

Actions possibles de la Région Rhône Alpes et de l'Etat :

- La Région peut prendre le leadership de la création de cet opérateur public. Impulser ses objectifs, lui donner les moyens de fonctionnement pour démarrer... et ainsi faire pression sur les opérateurs historiques (Etat, SNCF, etc.).
- Associer les syndicats professionnels des transports routiers et ferroviaires. Associer des opérateurs ferroviaires expérimentés sans exclusive de la SNCF.

1.7. Bourse de Transit Alpin des marchandises et optimisation des remplissages de camions

Le système de Bourse de Transit Alpin (BTA) consiste à promouvoir une forme de « covoiturage » des marchandises regroupées dans les camions afin d'éviter des circulations de camions dont le chargement ne serait pas optimisé. (« retours à vide » notamment)

Les camions dont le chargement serait trop faible (étiage à définir) se feraient refuser l'accès aux passages internationaux. Il est possible et souhaitable d'articuler cette forme de « covoiturage » des marchandises avec une politique de réservation préalable obligatoire des passages de camions dans les tunnels (cette démarche équivaldrait au système de réservation des sillons que l'on connaît dans le ferroviaire, adaptée à la route).

La faisabilité de la Bourse de transit alpin des marchandises est bien avancée⁸. Elle a tout intérêt à associer les acteurs français, suisses et italiens, autrichiens.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat :

- Se rapprocher des opérateurs suisses, autrichiens, italiens, engager des partenariats
- Assurer la promotion et le développement de la Bourse transalpine de marchandises versant français (système informatique équivalent aux Centrales de Mobilité à adapter au transport international de marchandises ...)

1.8. Engager une réelle politique de relocalisation de l'économie.

Nous constatons, depuis plusieurs décennies, que la facilité des transports ne constitue ni une avancée sociale, ni une avancée environnementale.

Un schéma de transport contraignant doit inciter les opérateurs économiques à produire et consommer de manière éco-responsable comme le recommandent tous les engagements internationaux (Sommet de la Terre), européens (politique énergétique de l'UE, etc.), nationaux et régionaux (Plans climat, SRCAE, etc.).

En outre, la relocalisation de la production est une politique en faveur de l'emploi local vis à vis de laquelle la Région ne peut être insensible. Les Régions se sont vu transmettre la compétence du développement économique par la Loi NOTRe et disposent désormais de pouvoirs élargis et sérieux pour coordonner le développement de l'économie. Les SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) doivent être établis par les régions et disposent d'un pouvoir prescriptif sur les autres échelons territoriaux. La Région Auvergne Rhône Alpes a adopté son 1^{er} SRDEII en décembre 2016.

L'objectif de cette action 1.8 est de réduire les transports internationaux et/ou externes à la région Auvergne Rhône Alpes pour développer l'économie régionale.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes :

- Donner une priorité à la relocalisation régionale de la production industrielle et agro-alimentaire afin de limiter les transports de marchandises, économiser l'énergie et favoriser l'emploi local. Le SRDEII a été récemment élaboré sous la responsabilité de M. Saddier (Vice Président du Conseil Régional et par ailleurs Député de la Haute Savoie, lourdement impactée par la pollution) : ce SRDEII sous-évalue complètement l'enjeu fondamental de la relocalisation des économies régionales. Le SRDEII mérite donc d'être complété vigoureusement, en articulation étroite avec un Schéma régional du transport de marchandises (voir ci après).

⁸ <http://www.cipra.org/fr/communiqués/la-bourse-du-transit-alpin-est-realizable-juridiquement>

2- Propositions concernant le transport local/régional de marchandises

2.1. Extension de la Bourse de Transit Alpine (BTA) de marchandises aux transports régionaux (voir 1.7)

Si le système de covoiturage des marchandises, optimisant le remplissage des camions à l'international fonctionne, il serait facile de l'étendre aux transports régionaux.

Un enjeu particulier concerne la logistique des stations alpines qui génère une noria de camions venant les uns après les autres décharger leur marchandise sans concertation entre les différents prestataires d'une même station, parfois voisins, parfois pour des produits identiques. Une optimisation des tournées et des chargements est possible.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat :

- Créer une BTA régionale
- Pour le tourisme : Inciter les fournisseurs et les livreurs à organiser des plateformes de mutualisation des transports régionaux sous forme d'une BTA locale (ou autre dispositif à créer), à l'échelle des bassins pertinents (Haute vallée de l'Arve, Aravis et Chablais à partir de Annecy et/ou Sallanches ? / Haute Tarentaise et Vallée de Bozel à partir de Albertville ? Maurienne à partir de Saint Jean ? / Oisans à partir de Grenoble ?). La Région pourrait conditionnaliser ses aides en faveur du tourisme au respect d'un tel engagement par les communes-stations (en renforçant et rendant contraignant les Plans Climat territoriaux ...à multiplier par ailleurs) et par les prestataires touristiques (hôtellerie restauration, hébergements, Remontées mécaniques...).

2.2. Promotion des carburations plus propres (GNV, électrique, hydrogène...) pour les flottes régionales d'entreprises

Les carburations moins sales sont bien adaptées aux transports régionaux.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat:

- La Région dispose d'un vrai levier dans le cadre des Conventions d'Objectifs et Pôle de compétitivité ou Clusters pour inciter les transporteurs régionaux à faire évoluer leur flotte de véhicule. La Région peut inscrire ce genre d'actions dans le cadre de sa Convention pluriannuelle avec l'ADEME. RAEE est également un outil mobilisable pour sensibiliser les entreprises.
- La Région peut négocier avec l'Etat pour que cette promotion des carburations moins sales soit inscrite dans le cadre de la politique de transition énergétique (loi du 18 août 2015...)

2.3. Encouragement des collectivités à favoriser le dernier kilomètre avec des modes les plus respectueux de l'environnement et des plateformes de transfert modal en périphérie

Les « centres de distribution multimodale urbaine » se développent. Ils constituent des aires de regroupement des produits à livrer en centre ville. Les marchandises sont livrées à partir de modes les plus respectueux de notre environnement (électrique, traction animale, GNV, vélo, etc.) en évitant ainsi aux camions gros porteurs de pénétrer les centres villes

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat:

- D'une part, la Région dispose d'un vrai levier dans le cadre des Conventions d'Objectifs et Pôle de compétitivité ou Clusters pour inciter les transporteurs régionaux. D'autre part, elle peut mobiliser les collectivités et les soutenir pour accélérer la mise en oeuvre de ces centres de distribution multimodale urbaine

(réserve foncière et aménagements légers, réhabilitation de locaux en périphérie des centres villes, organisation du service...) La Région peut inscrire ce genre d'actions dans le cadre de sa Convention pluriannuelle avec l'ADEME. RAEE est également un outil mobilisable pour sensibiliser les entreprises et les collectivités.

- Le CEREMA, ressource nationale majeure, basé à Lyon est également un acteur à mobiliser.

2.4. Encouragement des entreprises régionales à utiliser le transport ferré

- *Politique de maintien et de réhabilitation des lignes ferrées sur les Zones d'Activité Economique (ZAE)*
- *Incitation financière et technique des entreprises à l'usage du fer*

Ces actions ambitieuses sont urgentes au risque de voir le réseau ferré sur les ZAE se réduire encore faute d'être utilisé. et il est toujours plus aisé, en la matière, de préserver que de reconstruire de toute pièce quand les emprises foncières ont disparu.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat:

- Cette politique mérite d'être inscrite rapidement dans le SRDEII. Dans les Alpes, plusieurs sites industriels sont concernés au premier rang desquels : la basse vallée de l'Arve (avec le décolletage notamment), la cluse de Chambéry-Aix-Montmélian, l'ensemble des zones d'activités grenobloises et voironnaises, le bassin annecien, le bassin genevois,...etc.

2.5. Création d'un opérateur public de transport régional de marchandises

Au delà de l'exploitation d'une AFA élargie de Dijon à Orbassano, un opérateur public de transport ferré de marchandises pourrait favoriser la réouverture de services adaptés aux entreprises. Le total contrôle de l'opérateur par la puissance régionale permettrait d'avoir des politiques très volontaristes.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes : voir 1.6

2.6. Création d'un Schéma Régional de transport des marchandises

En lien direct avec le Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE), le SRADDET et le SRDEII, ce schéma permettrait de planifier les différentes politiques et actions en matière de transport de marchandises en se donnant des objectifs et une programmation effective sur un pas de temps de 4 à 5 ans.

Actions possibles de la Région Auvergne Rhône Alpes :

- Elaborer ce Schéma Régional des transports de marchandises en veillant à ce qu'il soit un vrai programme d'actions assorties de financements et non une somme d'intentions.

B- Propositions concernant la réduction de la pollution liée au TRANSPORT DE PERSONNES

3- Propositions concernant la réduction de la pollution liée au transport local de personnes (domicile travail, transport interurbain local, loisirs...)

3.1 - Développement quantitatif et qualitatif de l'offre TER

Le train doit devenir le moyen de transport le plus utilisé pour assurer les déplacements locaux interurbains (notamment domicile travail) dans le sillon alpin. Les actions les plus structurantes portent sur :

- la mise en oeuvre de tram trains en étoile autour des métropoles (ex : étoile de Chambéry avec Aix-les-Bains - Pont de Beauvoisin - Montmélian / étoile de Grenoble avec Sud Grésivaudan - Nord Grésivaudan - Clelles / vallée de l'Arve d'Annemasse à Chamonix...
- le doublement des voies uniques (notamment St-André le Gaz - Chambéry, Annecy - Aix-les-Bains, vallée de l'Arve, ligne de la Tarentaise ?)
- l'articulation des transports urbains avec le train (réseau de bus efficient à partir des gares)
- l'articulation entre le vélo et le train. On rappelle que le vélo est le mode le plus efficace, le moins cher et qu'il est en plein développement. Les agglomérations et villes de Grenoble, Chambéry, Annecy, Annemasse, Bonneville, Albertville...etc se prêtent très bien à la pratique du vélo (y compris l'hiver). Une politique très ambitieuse en la matière donnerait une image innovante, solidaire, sportive, et de bon sens à la Région Auvergne Rhône Alpes.
- La mise en place d'une politique tarifaire des TER simple et ambitieuse, couplée à l'offre des transports collectifs urbains (type carte orange... facilitant, de plus, la prise en charge, par les entreprises des coûts de transport des salariés).

3.2 Accompagnement des collectivités locales à engager des politiques volontaristes et radicales en matière de transports locaux.

De nombreuses actions sont déjà en cours qu'il convient de systématiser : Encouragement du vélo, de la marche à pied, des transports publics, du covoiturage à grande échelle, limitation des stationnements en ville, Education des citoyens à l'environnement et aux modes doux, Développement du télétravail, ...

Si le train est efficient dans le sillon alpin et les grandes vallées, les trajets entre les grands centres urbains et les territoires d'altitude posent de plus en plus de problème. En effet ces territoires sont de plus en plus polarisés, urbanisés et quasiment « métropolisés ». Or ces territoires sont, pour l'essentiel, des territoires de PNR (Vercors, Chartreuse, Bauges, Jura, potentiellement Belledonne....) avec lesquels la Région pourrait aisément contractualiser des politiques ambitieuses en matière de transport : covoiturage systématique⁹, carburations propres (aide à l'acquisition ?), ...etc.

⁹ Des communes comme Bellecombe en Bauges, les Houches, la Communauté de Communes de Haute Maurienne... ont mis en place des systèmes de covoiturage efficace, spontané, reposant sur la motivation des habitants.

D'autres actions, plus innovantes, promettent de sérieuses avancées :

- **Développement du transport de personnes en traction hippomobile.** Des collectivités de Savoie ont déjà substitué des lignes hippomobiles à des lignes de bus avec grand succès : Megève, Termignon (qui a doublé la fréquentation de la ligne). Une étude régionale sur la traction animale en Rhône Alpes est disponible¹⁰. La traction animale, très adaptée aux petites lignes, aux stratégies de rabattement et au transport à la demande (TAD), pacifie la circulation urbaine et permet de lutter efficacement contre la culture de la vitesse¹¹.
- **Développement des carburations moins polluantes,** notamment **GNV**, particulièrement adaptée à la ville (à l'instar des réseaux de bus déjà équipés...), mais aussi **Hydrogène**¹² dont la technique est au point.
- **Développement du transport par câble.** Traditionnellement réservé aux sports d'hiver, de nouveaux usages urbains émergent (funiculaire, téléporté, etc.) pour gérer des dénivelés, ou organiser du rabattement ou s'affranchir d'un obstacle naturel ou d'un aménagement urbain (autoroute, Le transport par câble a une image très positive lorsqu'il s'adresse au milieu urbain. On rappelle que les Suisses font fonctionner des funiculaires avec de l'eau (servant de contre poids). L'intérêt majeur du transport par câble est son coût d'exploitation en limitant fortement le coût main d'oeuvre par rapport au transport routier. Le transport par câble en milieu urbain se développe notamment dans certaines grandes villes en France : Brest, Orléans, Créteil,.. mais surtout, depuis plusieurs années, en Amérique: Medelin avec son « Métrocable », New York, Rio... (voir la vidéo de l'ADEME : https://www.youtube.com/watch?v=gjcU_PHJCWU)

Un développement du transport par câble, en ville, permettrait à la Région, en outre, d'appuyer une industrie locale qui a besoin de chantiers grandeur nature pour expérimenter, déployer sa recherche-développement....et dans un second temps, de développer d'autres marchés ailleurs. Les villes de Auvergne Rhône Alpes peuvent être des vitrines d'un nouvel usage, urbain, du transport par câble.

Plusieurs projets sont évoqués en Auvergne Rhône Alpes parmi lesquels (état d'avancement des projets très variable, certains étant à l'état d'esquisse) : Grenoble - Vercors, Fontaine-St Martin le Vinoux, Chambéry-le-Haut, Balme de Silling, Crolles-Montbonnot (traversée autoroute et Isère)...

¹⁰ « Potentiel de la traction animale en matière d'emplois en Rhône Alpes » Réseau Rural Oxalis 2013.

¹¹ Voir à ce propos, **les résultats du concours MO2 « Mobilités Montagne »** (2016) engagé par Transdev, Chambéry Métropole, Annecy, la Haute Vallée de l'Arve.

¹² Idem. Un projet présenté à MO2 concernait la carburation à l'hydrogène.

4- Propositions concernant la réduction de la pollution liée au transport d'accès des touristes aux sites alpins.

83 % des touristes de Rhône Alpes viennent, pour leur séjour, en voiture.

Ce chiffre n'intègre pas les excursions à la journée extrêmement productives d'émissions polluantes : en effet, la pratique du ski à la journée est en augmentation très forte depuis une dizaine d'année.

Sur les 9 millions de touristes en séjour accédant aux stations de sport d'hiver de Savoie, Isère, Haute Savoie, près de 500 000 touristes utilisent les aéroports de Annecy, Chambéry, Grenoble et un grand nombre utilise l'aéroport de St-Exupéry avec un convoi aéroport-station en transport routier. D'après les estimations que nous pouvons faire, en tirant parti du diagnostic Bilan Carbone de l'APTV (Tarentaise), 15% des touristes accèdent aux stations de Tarentaise en utilisant l'avion et génèrent 765 000 tonnes eq CO₂ uniquement pour leur transport et pour des séjours de 5 jours. !... Alors que l'ensemble de la population de Chambéry métropole (120 000 habitants) émet 734 000 tonnes eq CO₂.... par an et pour satisfaire tous ses besoins.

Par ailleurs, le volume des transports des touristes en hélicoptère n'est pas documenté mais il existe pour relier les aéroports aux stations et autour des stations. Il est particulièrement émetteur de CO₂ au « km-homme » transporté.

Quatre axes d'amélioration sont donc vivement souhaitables :

- **Encourager le transfert modal de la voiture sur le train et le car A TRES GRANDE ECHELLE.** Il faut donc « décourager » l'usage de la voiture pour accéder aux stations et valoriser, simplifier, optimiser l'usage du train, du car et des transports en communs locaux (on visera donc la limitation des ruptures modales, l'amélioration des services de bagage et d'accueil en gare, la billetterie unique, ...)
- **Encourager le transfert modal de l'avion sur le train.** On rappelle que le réseau de la Grande Vitesse (et les réseaux de train de nuit à relancer avec vigueur) permettent de relier les Alpes du Nord à quasiment tous les pays de l'Europe de l'Ouest, Europe du Sud et Europe Centrale.
- **Organiser les transports locaux** pour que les touristes n'aient plus besoin de disposer de leur propre véhicule
- Au delà de ces 3 premiers axes relevant de démarches organisationnelles, une autre évolution est souhaitable : il s'agit de **stopper la dichotomie entre « le transport d'accès » et le « séjour lui même »**. Le tourisme doit intégrer le transport d'accès dans les vacances et dans les produits. Etre en vacances ne commence pas au moment où l'on pose ses bagages dans le logement qu'on a loué mais au moment où l'on quitte le chez soi. Ainsi, toute la séquence du transport d'accès qui pose problème peut évoluer et être valorisée : départs décalés, haltes sur le parcours, découverte ... etc. En fait le transport fait partie du voyage et le monde du tourisme a oublié cette évidence.

Les pistes que nous évoquons ne pénalisent pas le tourisme mais le favorise. Nous sommes convaincus, ce jour, que c'est en restructurant l'économie touristique de manière ambitieuse que nous pourrons en même temps :

- relancer une dynamique positive du tourisme en montagne
- réduire ses nuisances.

En ce sens, une politique « Climat, Air, Territoire » pour le tourisme est une réelle politique pour un « nouveau développement touristique ». C'est un véritable projet global de développement durable associant l'économie, les ressources humaines et le respect de l'environnement.

Exemples de politiques et d'actions concrètes à mettre en oeuvre :

4.1- Révolutionner le transport touristique d'accès en combinant le TGV et les trains de nuit pour l'accès jusque dans le sillon alpin puis le car pour l'accès final aux stations

Les gares de Grenoble, Chambéry, Annecy, Bellegarde, Saint-Exupéry sont des « hub » sur lesquels il est possible de faire arriver de grosses quantités de touristes en TGV (à court terme, il existe une marge de progression possible et à long terme, des aménagements complémentaires sont réalisables). A partir de ces « hub », les touristes sont dirigés par car sur la station de leur choix. Le car est bien adapté aux infrastructures intra-alpines et permet de déposer les touristes dans leur station avec une seule rupture de charge.

Ce système existe pour les transports aériens entre les aéroports du sillon alpin et les stations, il peut donc être mis en place pour le train, à plus grande échelle ! Il est également mis en oeuvre par certains tour-opérateurs relevant de l'économie sociale et solidaire (avec une plateforme de rupture de charge « car/car » dans les environs de Chambéry)

Pour que ce système fonctionne, il faut décourager l'usage de la voiture individuelle qui concurrence directement et fortement le train. Les moyens sont nombreux, diversifiés, complémentaires :

- politique tarifaire des stationnements en station
- politique tarifaire du train + car, billetterie unique, avantages, intégration dans le package du séjour, agréments du voyage...
- donner une priorité absolue du car sur la voiture aux péages, dans les bouchons...
- mise à disposition de transports publics et location de moyens de transport dans les stations, valorisation des modes doux...
- politique de location de matériel dans la station pour éviter son transport et ses manipulations dans le train et le car

On rappelle que les modèles de « stations sans voiture » en Suisse, en Bavière et en Autriche fonctionnent. Nous pouvons les systématiser. Des professionnels du tourisme ont déjà des stratégies commerciales encourageant les séjours sans voiture (voir le réseau Alpin Pearl par exemple)

Une attention doit être également portée sur l'étalement des départs/arrivées. Un problème majeur, ce jour, est que les infrastructures de transport notamment ferrées sont insuffisantes pour absorber la totalité des flux sur la journée du Samedi....alors qu'un étalement sur 3 ou 4 jours réglerait facilement la congestion des réseaux.

4.2 Organiser les excursions du ski à la journée par car et/ou par covoiturage optimisé de manière systématique

L'accès des stations à la journée en voiture individuelle pourrait être limité aux personnes handicapées et aux personnes optimisant le remplissage des véhicules. Certaines stations offrent déjà des avantages tarifaires aux co-voitureurs. Cela peut être amplifié.

Des services de cars au départ des villes seront organisés pour accéder aux différentes stations en structurant le maillage au niveau de la région (départs de Lyon, St Etienne, Grenoble, Chambéry, Villefranche, Valence....) Comme cela est déjà organisé pour les clubs et le public étudiant, cette organisation générera une nouvelle économie touristique, impliquant les stations et leurs démarches commerciales.

A noter que la promotion de ce mode de transport par car oblige les skieurs à tenir compte d'un « vivre ensemble » qui renforce positivement la fonction sociale du tourisme.

4.3 Supprimer l'usage touristique des aéroports du sillon alpin voire supprimer les aéroports (Annecy, Chambéry, Grenoble)

L'enjeu est de reporter les flux aériens sur le TGV. Les tours operators utilisant des charters peuvent utiliser le « TGV + car » (au lieu de « l'avion + car »). Les conséquences pour le tourisme alpin seront donc minimales (voire nulles si le report modal est bien fait). Le gain environnemental en matière de réduction des émissions sera, lui, majeur (on rappelle que les 15% de touristes venant en Tarentaise en avion sont responsables de 63 % des émissions de CO2 liées au transport de ce territoire....)

On rappelle que 7 à 8 % des français seulement partent aux sports d'hiver. L'usage des aéroports a donc une fonction pernicieuse : celle d'aller chercher des clientèles de plus en plus lointaines. Mais ce faisant, les stations se détournent de plus en plus de la clientèle française et européenne, plus proche qu'il faut chercher à convaincre en priorité.

La réduction ou la suppression du transport aérien doit donc s'accompagner d'une stratégie de reconquête des clientèles nationales et européennes de l'ouest, du sud et du centre. A terme cette stratégie est plus intéressante pour l'arc alpin et pour les opérateurs touristiques eux mêmes.

Elle réduit la vulnérabilité du territoire aux aléas des dérèglements climatiques qui génèrent des modifications profondes et parfois très rapides des destinations mondiales.

4.4 Encourager les pratiques sportives et de découverte sans voiture.

Les actions sont nombreuses. Le programme engagé par Mountain Wilderness est une réalité des plus significatives permettant de faire la promotion de plus de **15 000 itinéraires sportifs accessibles en transports en commun** : randonnée à pied, en raquette et à ski, voies d'escalade, alpinisme, parapente et voies sur cascade de glace ! Développé par Mountain Wilderness et Camptocamp, avec le concours de ALSTHOM, le CGET, la région PACA, ce portail interroge la plus grande base de données européenne en faveur de la mobilité douce et de l'écotourisme en montagne. Le programme est par ailleurs participatif, chaque touriste pouvant l'alimenter lui même.

Cette initiative montre que cela est possible à grande échelle. La Région Auvergne Rhône Alpes peut y contribuer et lui donner une ampleur encore plus importante.

4.5 Former les acteurs du tourisme en montagne.

Dans le cadre de sa compétence « formation professionnelle » et dans le cadre des programmes territoriaux qu'elle soutient financièrement, la Région peut déployer un effort important de formation et de transformation des ressources humaines et de la culture économique dans les Alpes.

Le tourisme doit évoluer de fond en comble pour que l'on puisse réduire les pollutions qu'il génère. Les évolutions doivent porter sur l'adaptation des produits touristiques (création de produits sans voiture, etc.), l'adaptation de l'accueil, l'adaptation des politiques tarifaires, l'étalement des départs et arrivées, diversification, gouvernance locale pour créer les infrastructures locales de transport....

La formation est un outil majeur, dont la Région a la compétence directe. Elle dispose également d'une grande part de la compétence du développement et de la promotion du tourisme...

4.4 Conditionner les aides publiques bénéficiant aux territoires touristiques à leurs politiques en matière de transport

Pour permettre des avancées significatives, les politiques contractuelles doivent être sérieusement et fortement conditionnées.

Les aides régionales aux hébergements, à la promotion touristique (CRT entre autres), aux aménagements, aux événements (festival, culture...) doivent être fortement conditionnées aux efforts des collectivités et des prestataires pour mieux organiser les transports touristiques. (grille de conditionnalité à construire)

4.5 Créer des Schémas locaux et un Schéma régional des transports touristiques

Pour améliorer l'offre de transport local, la Région doit inciter et obliger les territoires touristiques à créer des **Schémas Locaux des Transports Touristiques**. Ces Schémas n'existent pas actuellement. A terme, ces Schémas pourraient, à l'instar des PLU pour l'urbanisme, devenir obligatoire pour les communes touristiques. Ils permettraient de prévoir sur le moyen terme les conditions et modalités d'organisation et de gouvernance des transports.

Ce faisant, les politiques des opérateurs touristiques privés pourront être réfléchies sur le moyen et long terme (alors qu'aujourd'hui encore, de nombreuses stations ne définissent leur politique de transport que quelques semaines avant le démarrage de la saison... induisant une insécurité préjudiciable pour les opérateurs privés.)

De la même façon, un **Schéma Régional des Transports Touristiques** doit être élaboré pour organiser les nouvelles dispositions à mettre en oeuvre et les coordonner (hub TGV, maillage réseau de cars, appui au covoiturage, mise en oeuvre la priorité donnée au car sur les voies, programmation des aménagements de transport par câbles, politiques des stations en matière d'étalement des arrivées/départs...etc...)

L'ensemble de ces propositions peut être développé en s'inspirant d'expériences de terrain que les ONG ont suivi, impulsé ou partagé avec leur homologues au plan national ou international.

Nous restons à la disposition des services locaux, départementaux, régionaux et nationaux pour approfondir nos propositions et contribuer à leur mise en oeuvre.

